

L'impact économique du terrorisme

Les attaques terroristes infligent toujours de grandes souffrances et des dommages matériels parfois colossaux. Au-delà de la perte de vies humaines et de la destruction des infrastructures, elles repoussent les capitaux étrangers, provoquent un climat d'incertitude et entraîne des distorsions dans l'allocation des ressources internes ainsi que des coûts indirects provenant des mesures de sécurité à mettre en place. Ces préjudices économiques considérables ne sont, toutefois, qu'une des conséquences du terrorisme. Les souffrances humaines qui en résultent sont pires encore.



Les terroristes causent régulièrement d'immenses souffrances humaines et des dégâts matériels, comme le montrent les attentats à Londres et à Charm-el-Cheick. L'impact économique du terrorisme ne représente qu'une petite partie de toutes ses conséquences. En illustration: touristes rapatriés de Charm-el-Cheick. Photo: Keystone

Nombreux sont ceux qui voient dans le terrorisme le fléau de l'humanité du XXI^e siècle. Celui-ci provoque périodiquement d'énormes dommages humains et matériels, comme récemment à New York, Bali, Madrid, Beslan, Londres, Charm-el-Cheick. Il ne s'agit toutefois pas d'un phénomène nouveau et il n'est pas l'apanage de groupes islamistes. En Europe, de nombreuses campagnes de terreur ont été le fait de mouvements comme la Fraction Armée rouge (RAF) en Allemagne, les Brigades rouges en Italie, l'ETA en Espagne ou l'IRA en Irlande du Nord, qui agissaient pour des motifs politiques ou séparatistes. L'expérience nous permet donc de tirer un

certain nombre de conclusions sur l'impact économique du terrorisme. Le présent article entend aussi montrer que celui-ci ne représente qu'une petite partie de l'ensemble de ses conséquences réelles.

Principales conséquences

Les économistes étudient depuis de nombreuses années déjà les diverses conséquences économiques du terrorisme. Avant de s'y attarder plus en détail, il n'est pas inutile de rappeler de quelle manière les campagnes de terreur ou les attaques ponctuelles déploient leurs effets sur l'économie d'un pays.



P^r Bruno S. Frey
Professeur à l'Institut de recherche empirique en économie (IEW) de l'université de Zurich



Simon Lüchinger
Assistant à l'Institut de recherche empirique en économie (IEW) de l'Université de Zurich



Alois Stutzer
Maître assistant à l'Institut de recherche empirique en économie (IEW) de l'université de Zurich

Premièrement, les attentats causent la perte de vies humaines et détruisent les infrastructures. À cet égard, le premier exemple qui vient à l'esprit est le bilan du 11 septembre 2001, mais on peut citer aussi le sabotage de nombreux oléoducs. La douleur et le deuil occasionnés par ces actes s'accompagnent d'une perte de capital humain. Les coûts directs des attaques du 11 septembre 2001 aux États-Unis sont estimés entre 25 et 60 milliards de dollars. La destruction d'importants moyens de production entraîne l'immobilisation de capacités de production en aval, ce qui ne va pas sans coûts supplémentaires. Étant donné, toutefois, que les coûts directs dépendent très largement de conditions spécifiques et souvent du hasard, nous ne les traiterons pas plus à fond dans cet article.

Deuxièmement, le terrorisme réduit le plus souvent l'afflux de capitaux étrangers en provoquant une baisse de la fréquentation touristique et du volume des investissements directs étrangers.

Troisièmement, l'insécurité modifie les habitudes des particuliers en matière de consommation, d'économies et d'investissement, ce qui entraîne une distorsion des allocations de ressources dans le pays touché.

Quatrièmement, enfin, le renforcement des mesures de sécurité engendre des coûts indirects. Or, celles-ci, économiquement improductives, mobilisent des ressources déjà rares et renchérissent les transactions, ce qui pèse parfois très lourd sur les échanges extérieurs. Les prolongements du terrorisme sur les marchés des capitaux, par exemple, sont souvent une combinaison de ces divers effets.

Tourisme et investissements directs étrangers

Les terroristes prennent régulièrement le tourisme pour cible. Les attaques dirigées contre des sites touristiques sont relativement faciles à organiser, ont un très fort retentissement médiatique international du fait que leurs victimes sont originaires de nombreux pays, et peuvent mettre sérieusement en danger l'économie du pays visé. En Espagne, l'ETA s'en est prise plusieurs fois aux touristes. D'après une étude portant sur la période 1970–1988, qui a connu en moyenne 13 attentats terroristes par an, un seul de ces attentats aura dissuadé en moyenne plus de 140 000 touristes de visiter le pays. Cela signifie qu'en 1988, année où 18 attentats ont eu lieu, la fréquentation touristique a diminué de quelque 30%. Des effets analogues ont été observés en Grèce, en Israël, en Italie et en Turquie.

Les activités terroristes affectent aussi les décisions des investisseurs directs, puisqu'ils augmentent leurs coûts et diminuent l'attrait

du pays concerné. Lorsque les investisseurs ont le choix entre plusieurs pays, il suffit qu'un de ceux-ci connaisse un début d'agitation terroriste pour que l'afflux de capitaux étrangers faiblisse sensiblement. Une étude montre qu'en Espagne, de 1975/76 à 1991, le volume des investissements directs a baissé de 14% en moyenne, réduisant ainsi la formation de capital. Ce tarissement ralentit aussi le transfert de connaissances technologiques, ce qui accentue l'impact négatif que de telles actions peuvent avoir sur la croissance. Dans la même période, les nombreux attentats terroristes de gauche qui avaient frappé des entreprises étrangères en Grèce avaient fait reculer les investissements directs étrangers de 12% en moyenne dans ce pays.

Comportement en matière de consommation, d'épargne et d'investissements

Mis à part les investissements directs de l'étranger, la formation de capital dépend essentiellement du taux d'épargne privée. Le terrorisme et la violence politiques ne précarisent pas seulement le droit de propriété sur les biens corporels et le capital financier, il fait également reculer le taux d'épargne. On a observé ce phénomène en Israël lors de la première Intifada de 1987. L'augmentation du nombre de morts dans les deux camps avait entraîné une progression de la consommation, donc une baisse du taux d'épargne. On estime aujourd'hui que l'apaisement complet du conflit se traduirait par un recul de quelque 5 à 7% de la consommation et par un doublement du taux d'épargne israélien. Le recul des investissements directs et du taux d'épargne pèse sur l'ensemble des investissements et donc sur la croissance économique. Le terrorisme ne modifie pas seulement le volume, mais aussi la composition des investissements. En Israël toujours, les investissements dans la construction, par exemple, ont subi un recul particulièrement sensible. En cas d'arrêt du terrorisme, on estime qu'ils progresseraient à nouveau d'environ 28%, et les investissements en biens d'équipement et machines de 15%.

Commerce extérieur

Le terrorisme occasionne aussi des préjudices non négligeables au niveau du commerce international, surtout en raison du renforcement des mesures de sécurité nécessaires. Une analyse des flux commerciaux entre plus de 200 pays dans les années 1960–1993 montre qu'en cas de doublement du nombre d'attaques terroristes, le volume des échanges entre deux pays baisse de 4%. D'où un fort recul des gains de prospérité.

Encadré 1

Références bibliographiques

- Abadie Alberto et Gardeazabal Javier, «The Economic Costs of Conflict: A Case Study of the Basque Country», *American Economic Review*, vol. 93 (1), 2003, p. 113–132.
- Drakos Konstantinos et Kutan Ali M., «Regional Effects of Terrorism on Tourism in Three Mediterranean Countries», *Journal of Conflict Resolution*, vol. 47 (5), 2003, p. 621–641.
- Eldor Rafi et Melnick Rafi, «Financial Markets and Terrorism», *European Journal of Political Economy*, vol. 20 (2), 2004, p. 367–386.
- Enders Walter et Sandler Todd, «Causality between Transnational Terrorism and Tourism: The Case of Spain», *Terrorism*, vol. 14 (1), 1991, p. 49–58.
- Enders Walter et Sandler Todd, «Terrorism and Foreign Direct Investment in Spain and Greece», *Kyklos*, vol. 49(3), 1996, p. 331–352.
- Fielding David, «Counting the Cost of the Intifada: Consumption, Saving and Political Instability in Israel», *Public Choice*, vol. 116 (3–4), 2003, p. 297–312.
- Fielding David, «Modelling Political Instability and Economic Performance: Israeli Investment During the Intifada», *Economica*, vol. 70 (277), 2003, p. 159–186.
- Frey Bruno S., *Dealing with Terrorism: Stick or Carrot?*, Cheltenham et Northampton, Edward Elgar, 2004.
- Frey Bruno S., Luechinger Simon et Stutzer Alois, *Calculating Tragedy: Assessing the Costs of Terrorism*, IEW Working Paper n° 205, université de Zurich, 2004.
- Frey Bruno S., Luechinger Simon et Stutzer Alois, *Valuing Public Goods: The Life Satisfaction Approach*, IEW Working Paper n° 184, université de Zurich, 2004.
- Nitsch Volker et Schumacher Dieter, «Terrorism and International Trade: An Empirical Investigation», *European Journal of Political Economy*, vol. 20 (2), 2004, p. 423–433.

Marchés des capitaux

Après des attaques terroristes, les médias se font abondamment l'écho de leurs effets à court terme sur les marchés boursiers. Quand le terrorisme réduit les perspectives de bénéfices des entreprises dans les régions concernées, cela se répercute sur le cours des actions. Les effets à long terme ont fait l'objet de différentes études. En se référant aux années 1990–1993, on peut estimer qu'en Israël, sans les violences qui ont suivi l'échec du processus de paix en 2000, le principal indice des actions de Tel-Aviv aurait été supérieur d'environ 35% en 2003 à ce qu'il a été réellement. Certaines attaques ont des effets particulièrement néfastes, surtout lorsqu'elles se produisent à l'intérieur de la ligne verte. Les attentats qui provoquent un grand nombre de victimes ont aussi des conséquences à long terme.

Des effets semblables ont été observés sur le marché espagnol des actions à l'occasion d'une trêve unilatérale décrétée par l'ETA entre septembre 1998 et novembre 1999. Quand la trêve est devenue crédible, les actions des entreprises principalement actives au Pays basque ont affiché de meilleures performances que les autres entreprises espagnoles. Inversement, les titres de ces sociétés dans la même région ont subi un fléchissement relatif à partir du moment où la fin de la trêve était en vue. Les bénéfices extraordinaires cumulés au cours de cette période de paix ont dépassé les 10%.

Préjugés économiques globaux

Nous venons d'évoquer l'impact négatif du terrorisme sur le développement économique en général. À ce stade, une des difficultés auxquelles se heurte l'évaluation tient au fait qu'on ne sait pas comment le produit national aurait évolué sans le terrorisme. Pour tenter d'y remédier, une étude compare le Pays basque espagnol frappé par de nombreuses attaques terroristes à une «unité synthétique». Cette dernière condense les résultats des régions d'Espagne dont les caractéristiques économiques sont semblables à celles du Pays basque. En mettant en parallèle l'évolution effective du produit national basque et celle de l'unité synthétique, on constate que le revenu par habitant a diminué de quelque 10% au Pays basque espagnol depuis 1970 en raison du terrorisme. Bien sûr, la disparité entre les évolutions effective et hypothétique s'accroît lorsque le terrorisme s'aggrave.

Effets indirects dans d'autres pays

Les effets du terrorisme se déploient au-delà du pays directement touché. Ils peuvent

affecter l'évolution économique des États voisins ou de régions entières. Au chapitre du tourisme, par exemple, on observe des effets de substitution et de report. La Grèce, Israël ou la Turquie gagnent chacun des parts du marché touristique lorsque l'activité terroriste s'accroît dans l'un des deux autres pays. Cela dit, pas plus de 11% de la demande touristique affectée par le terrorisme se détourne vers les deux autres pays. La plupart des touristes préfèrent en effet éviter l'ensemble de la région.

De même, dans le domaine des échanges internationaux, les coûts indirects liés au durcissement des mesures de sécurité peuvent être plus sérieux pour le partenaire commercial que pour le pays qui a dû s'y résigner.

Quantifier la peur, le deuil et la douleur

L'impact économique, on l'a dit, ne constitue qu'une des conséquences du terrorisme. Il ne dit rien de la peur, du deuil et de la souffrance subis par la population concernée. La présente recherche cherche à «matérialiser» cette souffrance causée par la terreur et la guerre qui lui est opposée.

Dans une étude appliquée à la France, à l'Irlande et au Royaume-Uni sur la période 1973/75–1998, nous avons pu montrer dans quelle mesure les attaques terroristes diminuent la «satisfaction de vie» de la population. Pour ce faire, nous avons comparé l'évolution de ce sentiment individuel dans les zones frappées par le terrorisme (Paris, Londres, Irlande du Nord) avec celui recueilli dans des régions épargnées, en nous référant aux enquêtes effectuées chaque année en ce sens.

Connaissant par ailleurs les effets positifs d'un revenu élevé en termes de satisfaction de vie, on peut chiffrer la part de gain à laquelle renoncerait une personne résidant dans une région frappée par le terrorisme par rapport à une autre vivant dans un lieu connaissant la paix: on arrive à quelque 14% du revenu annuel à Paris pour une personne moyenne, 32% à Londres et 41% en Irlande du Nord. Dans ce dernier cas, on notera qu'à certaines époques, le conflit nord-irlandais avait pris des allures de guerre civile et que la violence politique ne se limitait pas au terrorisme.

Même s'il faut utiliser ces chiffres avec prudence, ils montrent tout de même que les coûts globaux du terrorisme sont de plusieurs fois supérieurs aux conséquences purement économiques.

Conséquences politiques

Tout ce qui précède montre à l'évidence l'importance du terrorisme pour la vie économique et la société. Des efforts conséquents

doivent donc être entrepris pour l'enrayer. Il convient, cependant, de ne pas mettre trop unilatéralement l'accent sur les moyens de dissuasion militaires et policiers. Mieux vaut chercher également à éliminer les causes profondes du mal en offrant aux terroristes en puissance des moyens pacifiques de faire valoir leurs revendications. Le conflit d'Irlande du Nord, par exemple, montre qu'il est possible d'aboutir à une situation de paix en intégrant les paramilitaires aux branches politiques des mouvements en présence. D'un autre côté, il faut éviter que l'économie n'étouffe sous le poids d'une réglementation excessive prononcée au nom de la lutte antiterroriste. La décentralisation des structures de décision et de production qui caractérise l'économie de marché est le meilleur moyen de limiter les dégâts économiques du terrorisme. ■

La Vie économique bénéficie d'un nouveau site Internet

La Vie économique dispose dès à présent de son propre site: www.lavieeconomique.ch. Il s'agit d'un outil hautement professionnel qui bénéficie d'une technologie XML conforme aux normes émises par le consortium World Wide Web (XHTML 1.0 strict, CSS 2, WAI) et qui n'est pas seulement ouvert au plus grand nombre – les handicapés peuvent l'utiliser – mais qui évite également les ruptures de support tout en restant évolutif. Notre site se fait remarquer par une présentation agréable et conforme aux standards actuels; Cynthia – un site d'une grande fiabilité qui évalue l'accessibilité des adresses Internet – lui a du reste accordé la note WAI-AAA, soit la meilleure en la matière.

Le site est conçu pour être d'accès facile et suivre la même démarche que l'édition papier, tant dans sa présentation graphique que dans son contenu rédactionnel. Il vous est désormais possible d'exprimer votre avis, d'émettre des suggestions ou de critiquer



chacun des articles publiés. Vos remarques seront directement acheminées à la rédaction.

Tous les articles depuis février 2001 sont disponibles en version électronique

Le site est relié aux archives de la banque de données suisse SMD, ce qui n'est pas un de ses moindres avantages puisqu'il permet à ses utilisateurs de consulter tous les arti-

cles publiés dans la revue depuis février 2001. La recherche peut se faire par thème ou par auteur.

L'accès au site complet ne sera gratuit que peu de temps

La consultation du site demeurera totalement libre jusqu'à fin février 2006. Après cette date, seuls les abonnés à la revue ainsi que l'administration fédérale pourront jouir de ce privilège tandis que les autres n'auront plus accès qu'à un nombre très limité d'articles.